

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 11 DECEMBRE 2017**

DS/RT

OBJET : N° 4.4 – RESSOURCES HUMAINES – RECRUTEMENT EN CDD – EMPLOIS NON PERMANENTS

L'an deux mille dix-sept, le onze du mois de décembre à quinze heures quinze minutes, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Etaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,
M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,
M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat,

M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,
Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat,
M. Joseph FALLOT, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-François CUTTIER, Vice-Président du Syndicat
M. Jean-Léon VIELLARD, Vice-Président du Syndicat,

Etaient absents excusés :

M. Patrice FLAMBEAUX, Vice-Président du Syndicat,
M. Stéphane CIVIER, Vice-Président du Syndicat,

Etaient absents :

M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat,
M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,

A été élu secrétaire de séance : M. Jacques CHARRIERE

**OBJET : N° 4.4 – RESSOURCES HUMAINES –
RECRUTEMENT EN CDD – EMPLOIS NON PERMANENTS**

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et des délibérations du Comité Syndical en date du 26 mai 2014 et 3 juillet 2017).

Le président demande aux membres présents s'ils sont d'accord et volontaires pour rajouter un point à l'ordre du jour de la présente réunion. A l'unanimité des membres présents, le bureau syndical est favorable à délibérer sur ce point et le rajoute à l'ordre du jour.

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment l'article 3-1°,

Considérant que le service foncier du SEBA voit son activité croître fortement du fait de nombreuses situations anciennes non régularisées, de travaux importants en eau potable ou en assainissement nécessitant de procéder à des cessions ou des acquisitions de terrains, la création de servitudes de passage ou le suivi de procédures complexes dans le cas d'expropriations avec ouverture d'enquêtes publiques.

En outre, la réglementation en vigueur oblige le service à procéder à des régularisations foncières conséquentes notamment dans la mise en place des périmètres de protection des captages.

De plus, le SEBA dispose d'un domaine public important nécessitant la mise en place de procédures spécifiques.

Enfin, le service procède également à la rédaction d'actes administratifs simples ne nécessitant pas l'intervention d'un notaire, étant précisé qu'un seul agent assure l'ensemble de ces tâches, appuyé par son supérieur hiérarchique.

Aussi, il est proposé de renforcer l'équipe en place par le recrutement d'un agent contractuel de droit public, sur un emploi non permanent (article 3 – 1°) pour accroissement temporaire d'activité.

Il est proposé de recruter à compter du 1^{er} janvier 2018, pour une période d'un an, à savoir du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2018. Cet agent, à temps incomplet soit 11 heures/semaine, serait nommé sur le grade d'adjoint administratif (échelon 1 – Indice Brut 347-majoré 325) et percevrait le régime indemnitaire affecté à son grade et proratisé selon son temps de travail. Il serait affecté au service administratif/foncier.

Le Bureau Syndical est appelé à se prononcer sur cette proposition.

Après en avoir délibéré, le bureau syndical, à l'unanimité des membres présents ou représentés, **ADOpte** cette proposition.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,

Le Président,

Jean PASCAL